

Loi sur les objectifs climatiques : un pas important pour la politique climatique suisse

Genève, le 19 janvier 2023. Veille du Nouvel An : records de chaleur et manque de neige en Europe, températures glaciales en Amérique du Nord. En Suisse et dans le monde, les risques climatiques pour les personnes et les écosystèmes augmentent. Il est urgent de prendre des mesures concrètes pour protéger davantage le climat - la loi sur les objectifs climatiques est un bon début à cet égard.

Aujourd'hui, l'UDC déposera un référendum contre la loi sur les objectifs climatiques, montrant ainsi qu'elle ne prend pas au sérieux les extrêmes météorologiques récurrents et la crise énergétique. Au lieu de prendre des mesures pour protéger la population et nos montagnes des conséquences de la crise climatique, en lançant ce référendum elle retarde la possibilité d'une action rapide.

"Plus la crise climatique s'aggrave, plus les risques deviennent grands", affirme Christian Lüthi, directeur de l'Alliance Climatique. La loi sur les objectifs climatiques serait selon lui un pas décisif pour la politique climatique en Suisse. Elle montre la voie vers des émissions nettes de gaz à effet de serre nulles et fixe des objectifs nécessaires de toute urgence pour que la Suisse apporte sa contribution à la gestion de la crise climatique. La réduction de ses propres émissions est un pas important pour la justice climatique.

Une grande chance pour une sécurité énergétique en Suisse

La Suisse est aujourd'hui dépendante des énergies fossiles et par conséquent d'un marché mondial de l'énergie caractérisé par des fluctuations de prix extrêmes. Avec la loi sur les objectifs climatiques, elle se libère des énergies fossiles. Cette loi est donc une grande chance pour une Suisse sûre et indépendante sur le plan énergétique. Avec ses objectifs et ses mesures, cette loi permet une sortie progressive des énergies fossiles d'ici à 2050.

L'Alliance Climatique exige davantage

Pour répondre à l'urgence de la crise climatique, l'Alliance Climatique continue de préconiser au minimum :

- une déclaration claire selon laquelle la Suisse est responsable de réduire ses émissions elle-même, sans transférer cette responsabilité à l'étranger ;
- un renforcement de l'objectif "Net Zéro" pour avant 2040 ;
- des objectifs intermédiaires orientés selon un "budget d'émissions" fondé sur la science et l'objectif 1,5° de l'accord de Paris ;
- des objectifs et mesures "Net Zéro" plus ambitieux pour les pouvoirs publics, car ceux-ci doivent jouer un rôle de modèle dans la protection du climat ;
- des feuilles de route "Net Zéro" contraignantes pour les entreprises, conduisant à des changements structurels effectifs ;
- des mesures efficaces et rapides pour une gestion des bâtiments sans émissions de CO₂ ;
- au moins 1 milliard de francs par an pour le financement international en faveur du climat, afin de soutenir les pays les plus pauvres dans la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à celui-ci.

Contact :

- Christian Lüthi, directeur de l'Alliance Climatique Suisse ; 076 580 44 99 / christian.luethi@klima-allianz.ch
- Loïc Schwab, communication Alliance Climatique Suisse; 079 766 96 20 / loic.schwab@klima-allianz.ch